



- POUR L'EMPLOI, • LE POUVOIR D'ACHAT,
- LES CONDITIONS DE TRAVAIL,
- LA DÉFENSE DU STATUT DES FONCTIONNAIRES

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 22 MARS

Malgré la forte mobilisation unitaire du 10 octobre, le Président de la République et le gouvernement demeurent sourds aux légitimes revendications portées par les agents de la fonction publique. Le gel de la valeur du point, le jour de carence, l'injuste hausse de la CSG mal compensée, les coupes budgétaires et suppressions d'emplois, sont confirmées.

FONCTIONNAIRES ET USAGERS NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS

En plus de ces attaques, le gouvernement prévoit de réduire de trois points la part de la dépense publique dans le PIB d'ici 2022, de baisser les dépenses publiques de 75 milliards et de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022.

Le « Comité Action Publique 2022 » du Ministre Darmanin, annonce : mutualisation des moyens, fusion des services, suppression des guichets et numérisation, plans de départs volontaires, recours accru aux contractuels, externalisation vers le privé de certains services, "voire abandon de missions". Ceci signifie la remise en cause des missions de services publics.

LE GOUVERNEMENT VEUT CASSER LE STATUT DE FONCTIONNAIRE

Le Premier Ministre, Philippe, vient de présenter son projet appelé « contrat social » :

- ✓ « Extension du recours au contrat » pour diminuer le personnel sous statut.
- ✓ Instauration du salaire au mérite (selon la « performance individuelle »)
- ✓ Mobilité généralisée et incitations au départ de la Fonction publique.
- ✓ Suppression des CHSCT et de l'égalité de traitement garantie par les CAP.
- ✓ Ce serait l'arbitraire total et le fait du prince qui pèseraient sur chaque agent.

Dans les administrations de l'État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services qui fonctionnent dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires – qu'ils soient humains ou budgétaires – et dans lesquels les conditions de travail sont détériorées comme jamais.

La situation dans les EPADH, la verbalisation pour stationnement et excès de vitesse par des officines privées, l'impossibilité d'obtenir une carte grise par internet sont des illustrations de la dégradation du service rendu aux usagers.

IL EST IMPÉRATIF ET URGENT DE CHANGER DE DIRECTION !

Ces attaques contre la fonction publique s'inscrivent dans l'offensive générale lancée par le Président Macron et son gouvernement contre le Code du travail, les statuts et toutes les garanties collectives.

Parce que la Fonction publique est garante de l'intérêt général au service de la cohésion sociale, parce que les moyens existent pour mettre en œuvre des orientations de progrès social pour tous, les organisations syndicales CFTC CGC CGT FO FSU Solidaires, appellent tou.te.s les agent.e.s des trois versants de la Fonction publique à

UNE JOURNEE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS LE 22 MARS

ROUEN 10 h cours clemenceau

LE HAVRE 10 h 30 Franklin

DIEPPE 10 h 30 sous-préfecture

POUR :

- Une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions ;
- Un nouveau plan de titularisation des contractuel.le.s, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le gouvernement ;
- Des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- L'abrogation du jour de carence ;
- La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers. Non à la retraite par points.
- Le maintien du statut de fonctionnaire.
- Retrait des mesures du « Pacte social ».

D'ores et déjà, nos organisations soutiennent toutes les mobilisations qui, dans les trois versants de la Fonction publique, défendent les services publics accessibles à toutes et tous et les conditions de travail, en appelant à leur convergence.

Pour contribuer à la réussite de cette journée, elles engagent une campagne d'information et d'alerte des personnels, notamment sous la forme d'une pétition unitaire.
<https://www.unepetition.fr/22marsfonctionpublique>